



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens
Service du développement territorial
Bureau de l'aménagement durable

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Mise en demeure à l'encontre
de la Société PECHINEY BATIMENT**

Commune de PIERREFITTE NESTALAS

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1-I qui dispose que :

« I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;

2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires. » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010 relatif à la mise à jour des prescriptions applicables au site et à la constitution de garanties financières pour la décharge de la société Pechiney Bâtiment située sur le territoire de la commune de Pierrefitte-Nestalas ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 septembre 2011 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 juin 2012 ;

Considérant que le site n'est pas entièrement clôturé ;

Considérant que l'attestation de constitution des garanties financières prévue à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010 a été transmise conformément à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 21 septembre 2011 ;

Considérant que le projet de servitudes d'utilité publique prévu au chapitre 1.6 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010 et à l'article 2 de la mise en demeure du 21 septembre 2011 a été transmis mais est jugé incomplet ;

Considérant la nécessité de compléter le dossier de servitude conformément aux observations formulées dans la fiche n°4 du rapport d'inspection ;

Considérant les dispositions de l'article L 514-1-I du Code de l'Environnement visées ci-dessus ;
Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

La société Péchiney Bâtiment est mise en demeure, sous un délai **de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de clôturer son site conformément à l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2010.

ARTICLE 2 :

Le délai d'exécution des prescriptions décrites à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 21 septembre 2011 est prolongé jusqu'au **30 septembre 2012**.

ARTICLE 3 :

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de PIERREFITTE NESTALAS, pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le Maire de cette commune.

ARTICLE 5 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif sis Villa Noulibos, 50, cours Lyautey – B.P. n° 543 - 64010 Pau Cedex.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

ARTICLE 6 :

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
M. le Sous-Préfet d'Argelès-Gazost,
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,
M. le Maire de la commune de Pierrefitte-Nestalas,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée

- pour notification, à :

- la Société « Péchiney Bâtiment » ;

- pour information, à :

- Mme le Procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de Tarbes ;
- M. le Commandant le groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Tarbes, le 21 juin 2012



Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule DEMIGUEL